Zeitschrift: Bulletin Electrosuisse
Herausgeber: Electrosuisse, Verband für Elektro-, Energie- und Informationstechnik
Band: 105 (2014)
Heft: 6

Artikel: Changer les comportements pour aller vers la sobriété énergétique?
Autor: Zélem, Marie-Christiane
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-856249

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Changer les comportements pour aller vers la sobriété énergétique ?

La dimension sociale sous-estimée

L'efficacité énergétique n'est pas seulement un défi technologique. Elle dépend aussi d'une modification du comportement des consommateurs, modification qui n'est pas garantie tant que les habitudes individuelles sont également liées aux incertitudes des pratiques sociales d'un collectif à un moment donné.

Marie-Christine Zélem

Dans le contexte de transition énergétique qui affecte nos sociétés, la sobriété est brandie comme le comportement à développer pour accompagner les efforts réalisés en matière d'efficacité énergétique. De manière sous-jacente, cela suppose que les comportements des usagers doivent changer, s'adapter, au fur et à mesure que les technologies deviennent plus efficaces du point de vue de leurs consommations d'énergie. Cette hypothèse fonctionne comme une injonction qui concerne le monde du bâtiment, la mobilité, mais aussi plus généralement nos modes de vie.

À l'usage, les bâtiments de type BBC (Bâtiments Basse Consommation) ou BEPOS (à énergie positive) se révèlent moins performants que prévu. Les occupants sont considérés comme responsables de ce résultat inattendu, ce qui suscite la mise en place d'opérations pédagogiques visant à leur transmettre les « bonnes manières » d'habiter leurs logements ou leurs bureaux. Ces opérations reposent sur l'hypothèse qu'il suffit de déployer des campagnes de « sensibilisation » aux usages de l'énergie pour que chacun apprenne les « bons gestes » et change ses comportements en conséquence. Or, les retours d'expérience de ces opérations visant à accompagner les habitants dans une démarche d'économie d'énergie montrent que l'on atteint péniblement des gains de 3 à 15 % (1) sur de petits collectifs d'individus, pourtant encadrés et soutenus par un dispositif souvent lourd et coûteux. Par ailleurs, lorsque le dispositif d'accompagnement prend fin, les personnes retournent rapidement à leurs anciens modes de vie, plus énergivores.

Dans le domaine de la mobilité, on peut faire le même constat : malgré une offre de transports organisée autour du développement de modes de déplacement alternatifs, malgré l'amélioration des performances des véhicules et la montée en qualité énergétique du parc, les consommateurs tardent à modifier leurs habitudes de déplacement. De leur côté, les gains de vitesse générés par l'amélioration des réseaux de transports ont pour conséquence de contribuer à l'étalement urbain. Les transports publics, trop souvent associés à dépendance et contrainte des fréquences, ne parviennent pas à concurrencer la voiture, toujours associée à liberté de circuler. À budget-temps constant, les ménages choisissent (ou bien sont contraints) de s'éloigner davantage des centres urbains. Et, dans une société qui prône la mobilité (travail, loisirs, éclatement spatial des espaces de la vie quotidienne), ils n'ont guère d'incitations à se priver de leurs voitures.

Comment apprendre à habiter ? Comment enrayer l'hypermobilité ? La contribution des sociologues à ces questions ne peut se réduire à aider les pouvoirs publics à « influencer les comportements ». Formulé ainsi, le problème est en effet mal posé. Si l'ambition des politiques énergétiques s'est appuyée sur le dynamisme de la R&D en matière d'efficacité énergétique (mise au point et/ou amélioration des équipements efficients, dont ceux du bâtiment et des transports), elle a aussi misé sur le second pilier de la transition en marche : la sobriété des comportements. Cependant, à traiter les dispositifs technologiques (équipements des logements, modes de transports) indépendamment de leurs utilisateurs, les pouvoirs publics, le monde de la recherche et le monde associatif oublient qu'il ne suffit pas d'introduire des technologies moins énergivores ou des informations spécifiques (étiquette énergie, prescriptions, campagnes de communication), voire une réglementation thermique plus sévère (RT 2012, RT 2020 pour la France), pour que les usagers se les approprient.

L'adhésion aux enjeux de réduire sa consommation n'est pas garantie.

Dimension sociale secondarisée

La dimension sociale des techniques et des économies d'énergie reste secondarisée. On entend par dimensions sociales : l'adhésion aux enjeux de réduire ses consommations d'énergie et les motivations de chacun à y adhérer, la compréhension des propriétés et des fonctionnalités des technologies conçues pour y contribuer, les choix en matière d'équipement, la capacité d'autonomie (ou la propension à la dépendance) vis-à-vis des technologies, les compétences en matière d'utilisation et de régulation au regard de la diversité des ressentis en termes de confort ou de service rendu.

■ Dans le domaine du bâtiment, les logements économes ressemblent à des sortes de boîtes étanches, assorties d'automatismes, et très technicisées (nouveaux systèmes de production d'énergie comme le solaire thermique, le photovoltaïque ou la pompe à chaleur), matériaux nouveaux, équipements sophistiqués tels que chaudière, ventilation et climatisation couplés à des ordinateurs et des automatismes, des cellules, des programmateurs. Cet ensemble concourt à transformer les logements en de véritables « locaux techniques » qui s'imposent aux occupants investis, tous d'une même façon, d'une capacité à développer un type donné de comportements compatibles avec les scénarios escomptés. Or, si les technologies tendent vers une certaine unicité, leurs utilisateurs sont pluriels. Ainsi, l'inflation des contraintes qui s'imposent aux habitants conduit à les mettre peu à peu à l'écart, à les disqualifier face à la programmation, à l'invasion de techniques toujours plus complexes, aux modes d'emploi difficilement compréhensibles et à des consignes inattendues (ne pas ouvrir les fenêtres, ne pas faire de trous dans les murs). « Habiter » devient alors compliqué.

Paradoxalement, alors que les bâtiments sont potentiellement de plus en plus performants, les habitants tendent à perdre en compétences. Ils sont dépossédés par un excès de technicité qui se traduit par une utilisation « dégradée » des possibilités offertes par la technique. Ainsi, alors que les nouvelles normes d'habiter requièrent qu'ils soient actifs dans leur logement, on assiste au développement de sentiments d'impuissance, de relégation et de déception, qui se traduisent par une rapide défection qui s'accompagne de moindres performances en matière d'énergie. Cela conduit à montrer du doigt les usagers responsables de développer des comportements inadéquats.

■ Dans le domaine des transports, malgré les mesures de réduction des émissions polluantes (contrôle technique obligatoire, prime au renouvellement du parc, détaxation du GPL, etc.), malgré le développement des modes alternatifs (vélo, tram, métro, bus, covoiturage), les ménages n'ont guère changé leurs pratiques automobilistiques. Ils continuent de prendre leur véhicule personnel pour des trajets du type "sauts de puce" particulièrement énergivores et polluants. Rares sont les adeptes de l'autopartage ou du covoiturage et la majorité préfère utiliser sa voiture pour se rendre au travail ou faire ses courses.

En fait, dans la mesure où elle vise une modification des comportements et des pratiques, l'action publique est confrontée à la question des conditions de sa mise en œuvre structurelle, politique, économique et sociale. L'interdépendance transports-urbanisme représente une difficulté centrale. Comme l'offre n'est guère pro-active et que les solutions pour éviter la voiture ou l'avion ne sont guère attractives, l'équation transports-énergie-pollutions ne revêt pas de caractère véritablement préoccupant. Les valeurs associées aux déplacements restent centrées autour de la vitesse, l'autonomie ou la maîtrise de l'espace-temps. Les modes de transport ne sont qu'un élément d'un macrosystème plus vaste dans lequel hommes, aménagement de l'espace, technologies pour se déplacer et réseaux de communication sont placés dans une étroite interdépendance. Tant que les infrastructures n'évolueront pas, ou tant que les usagers ne seront pas contraints d'une manière ou d'une autre, les reports modaux vers des modes de déplacements alternatifs resteront marginaux.

Comportements énergétiques multiples

Les pratiques sociales ne sont pas réductibles à des modèles standardisés du confort : on tend à enfermer les pratiques sociales dans des modèles, sur la base d'une conception standardisée du confort. Or, les comportements énergétiques sont multiples. Ce sont des systèmes sociotechniques complexes qui combinent des acteurs humains (tout à la fois citoyens, clients, usagers et consommateurs), en interaction avec d'autres acteurs humains (gestionnaires, entreprises de transports, fournisseurs d'énergie, services sociaux), mais aussi des acteurs non humains (le logement, l'offre de transports, les équipements, les appareils, la température), auxquels s'ajoutent des étiquettes, des réglementations, des horaires, des contraintes d'urbanisme, des informations, des consignes, des modes d'emploi, mais aussi des dynamiques sociales (des flux d'information, de véhicules ou de marchandises, des jeux de réseaux, des processus d'apprentissage, des effets d'influence, des dispositions sociales, des logiques, des cycles de vie), des contextes ou des environnements (structure des revenus, état du

Figures: Istockphoto

La sobriété des comportements dépend des modèles sociaux.

bâti, climat, marché, politiques) et enfin, des configurations (familiales, organisationnelles, institutionnelles).

Consommer l'énergie est une pratique sociotechnique. Les consommations d'énergie, et donc la performance énergétique, renvoient en fait à l'imbrication de facteurs socioculturels et technologiques qui influent sur les pratiques de la vie quotidienne, au travail ou à la maison, autour du chauffage, de l'éclairage, de la climatisation, de l'usage des appareils électriques, des façons de se déplacer, des manières de s'équiper… mais aussi des normes sociales qui régissent les usages, ainsi que les infrastructures (technologiques, architecturales, urbanistiques) et les appareils ou technologies liés à ces pratiques. La consommation d'énergie résulte alors de la convergence d'usages, de normes, d'offre de services et d'évolutions technologiques, qui concourent à construire la définition socialement acceptée d'un certain niveau de confort à la maison, au travail, en ville. Ainsi, pour comprendre les pratiques énergétiques des occupants de bâtiments prévus pour être « performants » ou d'automobilistes n'adhérant pas aux services de transport à leur disposition, il est essentiel de les situer dans leur cadre sociotechnique. Celui-ci est caractérisé par une interconnexion entre technologies et infrastructures, normes et conventions sociales sur le confort, la commodité, la connectivité et les pratiques correspondantes jugées adéquates et légitimes, dans le groupe social ou la société étudiée. Ce cadre technique, ces normes sociales et les pratiques correspondantes sont en coévolution constante, actuellement dans le sens d'un accroissement de la consommation d'énergie.

C'est pourquoi on peut appréhender les pratiques de gestion de l'énergie en tant que produit de multiples régulations et micronégociations, qui résultent d'une interaction complexe entre diverses variables exogènes et techniques, combinées à des variables plus sociales, des propriétés, des compétences et des dispositions sociales (revenu, capitaux sociaux et culturels). Celles-ci sont enchâssées dans des dispositifs techniques et des systèmes de valeurs, de savoirs, de croyances, d'habitudes qui s'adaptent ou adaptent les contraintes imposées par le type ou la structure du bâti, les modes de transports, la qualité des équipements et des véhicules, le statut d'occupation du logement (être locataire ou propriétaire ne confère pas les mêmes marges de manœuvre), le coût de l'énergie et les prescriptions des politiques publiques. Le comportement n'est donc pas une variable autonome, mais bien un élément, parmi d'autres, d'un système sociotechnique.

Prévoir ou modéliser les comportements ? Il est très difficile de prévoir ou de modéliser les comportements tant les variables sont nombreuses. Appréhender de telles quantités d'informations suppose des outils d'observation et d'analyse qui n'existent pas. Ce constat vaut autant pour les comportements humains que pour le fonctionnement des systèmes techniques. Par ailleurs, de nombreuses inconnues, en relation avec des évènements aléatoires, pèsent sur les situations et peuvent provoquer un changement des configurations sociotechniques : modification de la composition du collectif occupant d'un logement ou du système d'activités, changement des modèles et représentations du confort, variation du taux et des modes d'équipements, déplacement des savoirs et des imaginaires, absence ou présence prolongée chez soi conditionnées par le rapport à la santé ou par le statut vis-à-vis du marché du travail.

Réinterroger la notion de « comportement »

Derrière le terme de comportement se cachent des réalités sociales différentes. Les discours sur les « changements de comportements », la maîtrise des systèmes techniques, l'adoption de « bons gestes » visent en fait les pratiques sociales, c'est-à-dire les modes d'utilisation des équipements, les manières de faire. Les dispositifs d'intervention ou d'accompagnement s'attachent généralement à faire évoluer savoirs et habitudes pour réduire les consommations d'énergie. Or, l'essentiel des gisements d'économies d'énergie tient aux savoirs et aux habitudes mais aussi aux modes de vie qui engendrent des écarts de consommations de 1 à 10 entre des ménages de même type (taille et composition) et dans des logements équivalents ou entre travailleurs ayant le même profil (âge, niveau de diplôme, statut) et des contraintes de résidence comparables. Contrairement aux savoirs et aux habitudes qui renvoient aux personnes, les modes de vie relèvent du collectif et de la société elle-même. Ils tiennent aux normes sociales (le confort, les équipements et la consommation comme marqueurs de l'appartenance sociale), aux rythmes de vie et aux formes de sociabilité (temps de présence au domicile, loisirs). On comprend mieux, dès lors, les limites des campagnes de « sensibilisation » et des démarches visant à « influer sur les comportements ». S'attaquer aux modes de vie passe par d'autres registres d'action : les modèles sociaux, les formes urbaines, les infrastructures, l'idéologie de la consommation, les images de la publicité, la place de la technique, l'individualisme.

En somme, les logiques sociales ne sont pas toujours compatibles avec les logiques que véhiculent les technologies (de l'habiter, de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme) : les occupants, les

Zusammenfassung **Das Verhalten ändern und sparsamer mit Energie umgehen?**

Die gesellschaftliche Dimension wird unterschätzt

Trotz der technologischen Fortschritte sind bei Gebäuden und Mobilität die Energieeinsparungen nicht so hoch ausgefallen wie geplant. Dafür verantwortlich gemacht werden die Konsumenten, die ihr Verhalten nicht entsprechend angepasst haben.

Um die Energiewende zu schaffen, setzt die Energiepolitik einerseits auf die technologische Entwicklung und andererseits auf Verhaltensänderungen. Doch bei der Beurteilung der Massnahmen werden oftmals die Technologien unabhängig von ihren Anwendern betrachtet, während die gesellschaftliche Dimension vernachlässigt wird. Es ist sehr schwierig, die Verhaltensweisen vorherzusehen oder zu modellieren. Denn hinter dem Verhalten verbergen sich unterschiedliche soziale Realitäten: Das Verhalten in Bezug auf die Energie variiert stark, die sozialen Standards und Konventionen entwickeln sich ständig weiter. Diskussionen über Verhaltensänderungen zielen so auf die gesellschaftlichen Gepflogenheiten ab. Im Gegensatz zu individuellen Kenntnissen und Gewohnheiten, die von Person zu Person unterschiedlich sind, betreffen die Lebensweisen die Allgemeinheit und die Gesellschaft selbst. Wer das Energieverhalten ändern will, muss daher nicht nur beim Angebot und den Technologien, sondern auch bei den Gewohnheiten der Beteiligten und den Gesellschaftsmodellen ansetzen, die die Verhaltensweisen der einzelnen Menschen beeinflussen. Cr

voyageurs sont avant tout des hommes ou des femmes motivés par une multiplicité de facteurs dont il est impossible de dire a priori quel est celui qui prendra le pas sur les autres. Ce dont on est certains, c'est que l'arrivée des usagers dans un bâtiment, les choix de déplacement et de mode de transport des ménages sont inévitablement une source d'incertitudes. De fait, à moins de transformer l'homme en simple exécutant, la technique ne peut se suffire à elle-même pour rendre la ville, les transports ou les bâtiments performants. Abandonner cette utopie technicienne permet de replacer les paramètres à leur juste valeur. Il faut donc convenir de « faire avec » cette part sociale en essayant de mieux socialiser les usagers aux dispositifs qui envahissent leur vie pour faciliter leur insertion sociale. Cela suppose de rapprocher la technique des réalités humaines dans une sorte de travail collaboratif en amont qui consiste à socialiser quelque peu les technologies, mais aussi les technologues. Il importe de rendre aux usagers leurs compétences en introduisant de la sociologie des usages au cœur de l'ingénierie.

« Changer les comportements énergétiques » implique alors une quadruple action : sur la constitution de l'offre (de bâtiments, de transport, d'équipements, d'organisation de la cité), sur les technologies (conception assistée par l'usage), sur les croyances, savoirs et habitudes des acteurs (décideurs, professionnels, usagers) et sur les modèles de société qui déterminent largement les comportements individuels. À trop se focaliser sur les usagers finaux, on occulte l'importance de changer également et en même temps les technologies (du transport, de l'habiter, du consommer), les morphologies spatiales, les marchés, les modèles socio-économiques et les modes de gouvernance.

Littérature

Beslay C, Zelem MC, 2013, « Changer les comportements, changer la société ? », La revue du CLER, n°92. pp. 7-9.

Zelem MC, 2012, « Le dilemme du consommateur : contribuer à la maîtrise de la demande d'énergie, tout en continuant de consommer », Revue de l'Énergie, n°608, juil.-août.

Zelem MC, 2010, Politiques de Maîtrise de la Demande d'Énergie et résistances au changement. Une approche socio-anthropologique, Paris, l'Harmattan, coll. : logiques sociales.

Références

[1] ADEME&Vous, Stratégies et Études, n°39, fév. 2014.

[2] « Comment limiter l'effet rebond des politiques d'efficacité énergétique dans le logement ? » in : La note d'analyse, CREDOC, n°320, fév. 2013.

[3] « Changer les comportements », in : Cahiers de recherche du CREDOC, n°295, déc. 2012.

Informations sur l'auteur

Marie-Christine Zélem est professeur de sociologie à l'université de Toulouse II Le Mirail. Elle est coresponsable du pôle « Politiques Environnementales et Pratiques Sociales » au CERTOP-CNRS. Ses recherches portent sur les modes de réception des politiques publiques et les résistances aux innovations technologiques et sociales.

Université Toulouse II, 31058 Toulouse cedex 9
zelem@univ-tlse2.fr

Anzeige

:rom sieht man nicht. Und doch stellt er eine tödliche Gefahr dar. Beachten Sie deshalb die lebenswichtigen
egeln und stoppen Sie bei Gefahr die Arbeit. www.suva.ch

suvapro
Sicher arbeiten